

FESTIVAL des LANGUES - LILLE 21 mars 2009

Table ronde « Le plurilinguisme, un atout pour l'Europe ? »

Christian Tremblay

Président de l'Observatoire européen du plurilinguisme

La question est surprenante, comme si la réponse n'était pas évidente. On prête à l'empereur Charles Quint d'avoir dit "un homme qui parle quatre langues vaut quatre hommes". C'est que le terme de plurilinguisme s'oppose aux monolinguisms des états-nations. Mais il s'oppose aussi à un autre monolinguisme, qui est celui de la langue dominante qui, par volonté de domination, tend vers la langue unique. Par ailleurs, si la question du plurilinguisme ne suscite pas d'interrogation majeure à l'échelle d'une nation, au niveau d'un ensemble politique tel que l'Europe avec 27 états membres et 23 langues officielles, il convient de décider de la portée que l'on entend donner à ce terme. Enfin, quand on parle de la langue, on touche à la culture et aux racines de l'identité personnelle et collective, on pose une question quasi existentielle.

Aussi, dans le contexte européen, nous dirons qu'avant d'être un atout pour l'Europe, le plurilinguisme en est une condition pour exister en tant qu'entité politique sur la scène internationale et pour exister tout court. C'est ce point de vue que nous allons expliciter.

Une condition pour exister

Les fondateurs de l'Europe moderne le savaient, qui ont adopté le régime linguistique de la Communauté européenne, par le règlement 1958/1 du Conseil des ministres. Ce règlement érige comme principe que les langues officielles des États membres sont en même temps langues de travail. Les différentes institutions européennes peuvent néanmoins s'écarter de ce principe de base pour des raisons pratiques dans leur fonctionnement quotidien. En droit, les adaptations de la règle ne peuvent conduire à sa négation pure et simple. Or, dans la pratique quotidienne, qu'il s'agisse de l'organisation interne du travail de la Commission européenne, des relations entre les institutions et les administrations et les instances politiques nationales, de la communication externe avec les citoyens, notamment à travers le site Internet Europa et ceux des différentes agences qui dépendent de la Commission, les dérives et les violations directes sont devenues si nombreuses qu'elles en viennent à compromettre les fondements même de l'Union européenne.

Quelles sont en effet les fondements même d'une conscience européenne, les piliers politico-culturels de nature à assurer un enracinement de l'idée européenne dans les esprits et dans les cœurs.

1) Fonctionnement démocratique des institutions

Le premier fondement est le fonctionnement démocratique des institutions.

La démocratie qui est déjà complexe au niveau national, niveau le plus pertinent sans aucun doute pour l'expression de la citoyenneté, l'est infiniment plus au niveau européen. La démocratie suppose en effet que les gouvernants comprennent le peuple qui s'exprime à travers le suffrage universel et que le peuple comprenne les règles qui s'appliquent à lui et qui émanent de lui. Chacun doit aussi se considérer comme appartenant à une même communauté. Or, cela, seule la langue permet de l'obtenir. Il est clair que la communication de l'Union européenne avec les citoyens ne saurait se limiter à la publication en 23 langues des textes officiels, comme si les gouvernements et les partis politiques communiquaient avec la population par la voie exclusive du journal officiel. Tant que l'Union européenne, et plus précisément la Commission, s'en tiendra à une communication minimale et discriminante vis à vis des citoyens en publiant plus de 50 % de ses articles et

documents sur son site Internet en anglais, elle sera perçue comme un pouvoir étranger et technocratique.

L'Union européenne n'est pas une institution internationale comme les autres. Ses processus décisionnels impliquent fortement les administrations et les acteurs nationaux et ses décisions sont directement ou indirectement applicables dans les droits internes des pays membres avec un impact fort sur la vie quotidienne.

Or, en agissant comme une organisation internationale ordinaire, argument fréquemment utilisé par certains fonctionnaires de la Commission, celle-ci dessert en réalité l'idée européenne, ce qui explique en grande partie le rejet persistant de l'Europe par de nombreux citoyens qui la perçoivent à tort ou à raison comme un pouvoir lointain, anonyme et sur lequel ils n'ont aucun contrôle.

Il ne s'agit pas de donner une inflexion par rapport l'existant mais de changer radicalement de cap et de rééquilibrer complètement l'usage des langues dans l'Union européenne en commençant par le fonctionnement institutionnel.

Il est totalement inapproprié de devoir reporter sur les élus nationaux le soin de communiquer sur l'Europe, ce qu'ils font à leur manière, quand eux-mêmes sont confrontés à des dérives qui ont dépassé le seuil du tolérable. Que le Bundestag et le Sénat français soient obligés à quelques mois de distance de réagir à de tels faits (dans le premier cas il s'agit de la transmission de documents officiels au Bundestag en anglais, dans le second, de la constitution d'un groupe d'experts composé uniquement de représentants des lobbies américains) en dit long sur l'état d'abaissement dans lequel les comportements sont tombés.

2) Un pouvoir symbolique en accord avec l'identité européenne

Le pouvoir politique comporte par nature une dimension symbolique et s'il l'on veut donner un contenu au sentiment de citoyenneté européenne (qui ne se substitue en rien aux citoyennetés nationales, mais s'y ajoute), l'Union européenne, qui ne manque pas de conseillers en communication, serait bien avisée de prendre en compte cette dimension symbolique, indissociable de la légitimité.

La devise européenne "Unis dans la diversité" devient une coquille vide quand la symbolique pratiquée par les institutions sous entend "Unis dans la diversité par la langue anglaise", en dépit des traités qui disent le contraire. Les traités de Lisbonne ne contiennent pas moins de 11 articles se référant explicitement à la diversité linguistique et culturelle. Or, la communication telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui dit le contraire, à croire que les intentions affichées dans les traités soient lourdes d'arrière-pensées (Talleyrand ne disait-il que les traités ne valent que par leurs arrière-pensées ?).

Les citoyens européens attendent autre chose.

A cet égard, l'Union européenne pourrait s'inspirer de la symbolique des serments de Strasbourg de 842 par lesquels Charles Le Chauve et Louis le Germanique, petit-fils de Charlemagne s'unissaient pour lutter contre les ambitions hégémoniques de leur frère Lothaire, et échangeaient leur serment dans la langue de l'autre avant de se retourner vers leurs troupes respectives, pour les proclamer dans la langue de ces dernières. L'Europe plurilingue qui respecte les langues et les cultures nationales, et pas seulement régionales ou minoritaires, était en puissance dans ces serments, à une époque où pourtant les nations modernes n'existaient pas encore.

Il est important de garantir le fonctionnement démocratique des institutions européennes dont le volet linguistique n'est pas des moindres, et de rétablir un pouvoir symbolique qui exprime vraiment une identité européenne. Mais cela ne suffit pas.

3) Assurer en Europe la circulation des savoirs, des idées et des imaginaires

Il faut assurer une meilleure circulation au plan européen des savoirs, des idées et des imaginaires. Quand 80 % de la diffusion, et non de la production, cinématographique et audiovisuelle dans les

pays européens, vient d'Outre-Atlantique, parce qu'une grande part de la production d'Outre Atlantique est une production à bas prix, déjà amortie sur le marché américain, il n'y a pas circulation en Europe des imaginaires. Quand on peut faire le même constat dans les domaines politiques, économiques et scientifiques, on ne peut considérer qu'il y a en Europe une "circulation des savoirs, des œuvres et des imaginaires"¹. L'intercompréhension entre les peuples européens s'en trouve entravée. Ceux-ci regardent ailleurs quand le monde regarde l'Europe.

La langue unique n'apporte aucune réponse à cette question, n'en déplaie à Gordon Brown qui croit que la langue anglaise a pour vocation "d'apprendre au monde à penser, à communiquer et à rire"². Ou bien la langue unique ou commune est un ersatz de 1500 mots qui ne dit rien, ou bien on change de langue et de culture. Les langues internationales, au premier rang desquelles l'anglais, mais pas seulement l'anglais, comme le rappelle le rapport Maalouf, ont leur utilité, mais elles ne sont pas de nature à permettre une véritable communication interculturelle entre les sociétés.

L'apprentissage des langues, au moins deux en plus de la langue maternelle, est une nécessité absolue, mais il n'est pas nécessaire que tout le monde apprenne toutes les langues. Il n'y a pas d'alternative au développement de la traduction et de l'interprétation qu'il faut pouvoir développer vigoureusement dans tous les domaines scientifiques, artistiques et littéraires.

Les atouts du plurilinguisme

Une fois posées les bases mêmes, le socle sans lequel l'idée européenne est probablement dépourvue de contenu véritable et peut au contraire apparaître comme un instrument de domination des peuples européens, en quoi le plurilinguisme peut-il être considéré comme un atout pour l'Europe. Nous y voyons quatre raisons majeures.

1) Plurilinguisme, pluralisme et esprit critique

Plurilinguisme et multilinguisme sont deux termes utilisés souvent de manière indifférente. Or, on peut leur associer des modèles géopolitiques et culturels très différents.

Quand plus de 90 % des élèves apprennent l'anglais à l'école à l'exclusion d'une autre langue, ce qui est la situation qui s'est imposée en quelques années dans la quasi totalité des pays européens, nous savons que cette situation conduit en l'espace de deux générations à un modèle dans lequel l'intercompréhension entre européens et l'interpénétration des cultures seront réduits à un strict minimum et ne seront assurées que par le truchement d'une langue véhiculaire qui est loin d'être neutre aux plans politique, culturel et idéologique. Or, ce modèle peut être considéré comme multilingue, le multilinguisme pouvant s'accommoder d'une simple coexistence dans un même espace de populations monolingues.

L'autre modèle, celui qui résulte du modèle 1+2⁺ tel qu'il est précisé par le rapport Maalouf, est fondé sur le plurilinguisme. Il conduit à tout autre chose. Il n'exclut pas une langue internationale, qui n'est pas nécessairement l'anglais, mais par l'apprentissage effectif d'au moins une langue qualifiée de "personnelle adoptive", qui n'est pas une seconde langue, il vise très explicitement à diversifier les répertoires linguistiques et culturels et à favoriser les relations directes de pays à pays et donc l'interaction entre les cultures.

La diversité culturelle peut se concevoir certes au sein d'un même espace linguistique, et la francophonie en est le témoignage le plus vivant, mais c'est entre les espaces linguistiques qu'elle peut et doit se développer pleinement.

C'est cette diversité culturelle et linguistique qui garantit la pluralité des approches et des visions du monde et qui crée le mieux les conditions de la créativité.

1 Selon l'heureuse expression utilisée dans la pétition "Plus d'une langue. Appel pour une politique européenne de la traduction" - <http://plus-dune-langue.eu/?petition=2>

2 Fin du discours "The world's language", du 17 janvier 2008, qui ne traite que de l'expansion de l'anglais dans le monde et des sommes colossales que la Grande-Bretagne et les États-Unis consentent pour cette expansion sans la moindre allusion à la diversité culturelle et linguistique.

Nous devons nous affranchir du monolithisme idéologique qui a prévalu dans le monde après la disparition du bloc soviétique et qui a vu se développer dans un même mouvement des doctrines ultralibérales et l'affirmation d'un impérialisme linguistique anglo-saxon s'affichant sans complexe et sans limite, comme l'illustre de manière caricaturale le discours de Gordon Brown du 17 janvier 2008. L'actualité récente nous suggère que la pensée unique véhiculée par ce modèle n'assure pas au monde un avenir radieux et qu'un peu plus de pluralisme et d'esprit critique nous auraient peut être mis en garde ou à l'abri de la crise actuelle.

2) Plurilinguisme et respect de l'autre

Le respect de l'autre est une valeur humaine fondamentale qui assure une richesse des relations interindividuelles et sociales. Or, le respect de l'autre commence par l'apprentissage de sa langue. Elle est un facteur de paix.

A ce titre, le plurilinguisme est facteur de progrès et est un atout majeur pour l'Europe, à la fois pour elle-même et pour l'exemple qu'elle peut donner au monde qui la regarde.

3) Plurilinguisme, performance et cohésion sociale

Des études convergentes montrent que le plurilinguisme, quand il est pratiqué par les entreprises, se révèle comme un facteur de performance et de cohésion sociale. Cette constatation a été soulignée par le rapport ELAN³ rédigé en 2006 pour la Commission européenne, reprise par le rapport Davignon⁴ et confirmé par diverses autres études.

Les langues et le plurilinguisme sont des valeurs économiques et des atouts pour le salarié et pour l'entreprise.

4) plurilinguisme et commerce

Enfin, si l'anglais est souvent la langue des conseils d'administration des entreprises multinationales, la langue des affaires est d'abord la langue du client. Un message pour les entreprises internationales : si vous voulez multiplier votre chiffre d'affaires, investissez dans les langues et communiquez dans les langues de vos clients.

Au cours des trente dernières années, nous avons assisté, avec la fin du monde soviétique, au déferlement d'une nouvelle forme de capitalisme porté par une idéologie qui était en même temps le porte-drapeau de l'expansion mondiale de la langue anglaise, utilisée comme une arme de conquête et relayée par des collaborations multiples. Sous couvert de mondialisation, il existe un lien intime entre cette idéologie du marché et l'impérialisme linguistique⁵, c'est l'idée que la langue unique doit faciliter la liberté des échanges. La langue devient alors un pur instrument limité dans ses capacités d'expression aux relations matérielles et marchandes. L'idéologie du marché et de la langue et de la pensée unique est un totalitarisme à peine moins brutal que les totalitarismes classiques. Espérons que la secousse qui ébranle actuellement le monde remettra au cœur du système les valeurs humaines qui semblent l'avoir abandonné. Le plurilinguisme, qui est porté par des valeurs humanistes, aura alors toutes ses chances.

3 *Incidences du manque de compétences linguistiques des entreprises sur l'économie européenne*, Rapport ELAN, Décembre 2006

4 *Les langues font nos affaires. Des entreprises plus performantes grâce à une connaissance accrue des langues*, Rapport Davignon, Avril 2008.

5 *Linguistic imperialism*, Robert Phillipson, 1992, Oxford University Press